

# Quand l'École de la France d'outre-mer formait les cadres de l'administration coloniale

Attirés par des postes à responsabilités et fascinés par l'exotisme de ces territoires, 3500 élèves y ont été instruits entre 1889 et 1959.

PAUL-HENRI WALLET  
@phwallet

**ÉDUCATION** Avec sa porte en fer à cheval ornée de mosaïques vert et ocre, le 2, rue de l'Observatoire, dans le 5<sup>e</sup> arrondissement de Paris, évoque d'ailleurs une mosquée nord-africaine qu'une école administrative française. L'entrée, pourtant, est bel et bien flanquée d'une plaque INSP, l'Institut national du service public, qui remplace depuis 2022 l'École nationale d'administration (ENA). Le style mauresque de ces locaux ne doit rien au hasard. Avant d'être attribués à l'ENA, ils abritaient l'École coloniale, fondée en 1889 par Auguste Pavie, un explorateur et haut fonctionnaire français. Ici, la République a formé jusqu'en 1959 quelque 3459 administrateurs coloniaux. Représentants de l'État en outre-mer, ces jeunes hommes recevaient une solide formation en droit et en sciences sociales avant d'être envoyés en Indochine et en Afrique. Là, ils faisaient appliquer les textes administratifs en vigueur, levaient l'impôt et devaient contribuer au développement des territoires. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'École, rebaptisée Enfom (École nationale de la France d'outre-mer) a progressivement changé pour accompagner l'autonomisation, puis l'indépendance des anciennes colonies françaises.

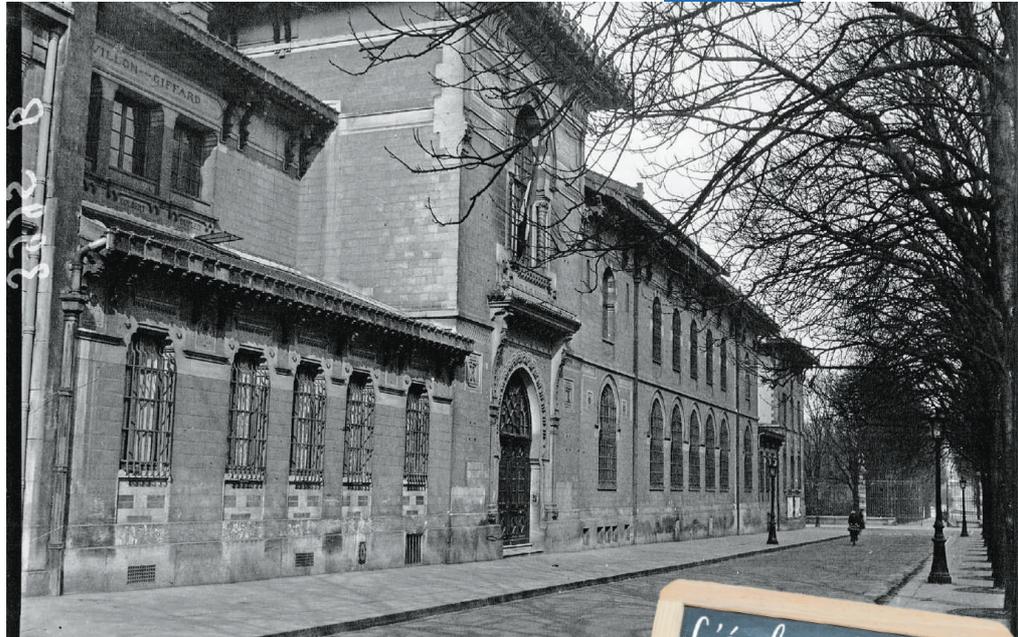
**« Entre un énarque qui sortait sous-préfet dans la Creuse et moi, qui régnaï sur un quart du Sénégal, il n'y avait pas photo »**

UN ANCIEN ÉLÈVE DE L'ENFOM

L'architecture de l'école illustre la fascination pour l'outre-mer à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Les candidats au concours de la « Colo », comme les élèves surnommaient leur école, se passionnent pour les territoires qu'ils seront amenés à diriger. Les bâtiments et les cultures locales, mais aussi les paysages, la chasse et la pêche d'animaux exotiques sont autant de motivations pour les futurs élèves.

Certains, comme Philippe David, de la promotion 1953, ont une vocation très précoce. En poste au Niger dans les années 1960, l'homme, aujourd'hui âgé de 91 ans, affirme avoir découvert l'Afrique « dans les récits de voyages et en collectionnant des timbres ». « Dans ma famille, personne n'avait jamais travaillé en outre-mer », explique l'ancien élève. Pourtant, dès l'enfance, il dessinait des cases et des plaines de mil. « Je me disais déjà : "J'irai en Afrique" ».

D'autres voient dans l'administration coloniale une manière d'accéder à des postes à très hautes responsabilités. « Les administrateurs peuvent se retrouver à la tête de ter-



ritoires immenses, ils font de la politique, de l'économie, dirigent des hommes armés et disposent de traducteurs », rapporte l'historien Julien Héлары. Lorsque ce dernier prépare sa thèse sur les carrières des anciens élèves de l'École nationale de la France d'outre-mer, l'un d'entre eux lui confie sans détour : « Entre un énarque qui sortait sous-préfet dans la Creuse et moi, qui régnaï sur un quart du Sénégal, il n'y avait pas photo. » L'administration coloniale apporte aussi la promesse d'une vie confortable. « En outre-mer, on se dit qu'on va pouvoir avoir des domestiques, un chauffeur, des employés », détaille l'historien Hubert Bonin, spécialiste de l'empire colonial français. C'est un luxe auquel la plupart des candidats, issus de la petite bourgeoisie, n'auraient pas pu prétendre en métropole. »

La formation est très dense. Si le programme est régulièrement mis à jour, des fondamentaux demeurent : droit métropolitain, droit colonial, ethnologie, fiscalité, religion, anthropologie et géographie. « C'était une formation de haut niveau, et elle était très enrichissante », affirme Roland Colin, 95 ans, ancien administrateur au Soudan français (actuel Mali) de la promotion 1948. Les enseignants encourageaient aussi la réflexion personnelle dans les devoirs et les mémoires que les élèves doivent rédiger. « On leur transmet l'idée que l'administrateur est aussi un chercheur, et que, sur le terrain, il sera amené à se débrouiller », affirme l'historien Timothy Collier, auteur de la thèse « L'École coloniale : la formation des cadres de la France d'outre-mer, 1889-1959 ».

Les élèves de l'École coloniale s'initient aussi aux langues autochtones. Certaines sont directement enseignées dans l'institution, mais les étudiants complètent leur formation à l'École des langues orientales à la future Inalco. Ces cours leur permettent de mieux comprendre leurs futurs administrés et d'échanger directement avec eux sur le terrain. Pour certains, il s'agit d'une démarche d'ouverture. « Une manière de montrer qu'ils n'arrivent pas en colons dominateurs », explique Julien Héлары. L'école accorde

aussi une importance toute particulière à la culture physique, et tous les élèves doivent faire du sport. « On faisait de l'escrime et de l'équitation dans les haras du 16<sup>e</sup> arrondissement. Ça restait une école assez BCBG », s'amuse Philippe David.

À l'origine, l'entrée à l'École coloniale s'effectue par cooptation. Mais, dès 1896, l'admission se fait sur un concours, que les élèves préparent au sein de la « section préparatoire » de l'établissement. À partir de 1927, la sélection est renforcée, et la préparation déléguée à des lycées. « C'était un concours essentiellement littéraire et particulièrement exigeant », se souvient Roland Colin. « Il demandait un haut niveau en histoire de la colonisation, en géographie et en philosophie, et en culture générale », ajoute l'ancien élève des classes préparas du

**« L'administrateur est aussi un chercheur. Sur le terrain, il sera amené à se débrouiller »**

TIMOTHY COLLIER, AUTEUR DE LA THÈSE « L'ÉCOLE COLONIALE : LA FORMATION DES CADRES DE LA FRANCE D'OUTRE-MER, 1889-1959 »

Lycée Louis-le-Grand (Paris 5<sup>e</sup>).

En 1934, l'École coloniale est rebaptisée École nationale de la France d'outre-mer (Enfom). « En renonçant au mot "colonial", l'école veut sortir du giron du ministère des Colonies », explique Timothy Collier. Elle cherche ainsi à s'arroger le droit de projeter ses élèves au-delà de l'Indochine et de l'Afrique subsaharienne. Lorsqu'elle se renomme « outre-mer », elle pense obtenir la légitimité de les affecter en Afrique du Nord, dans les territoires qui dépendent du ministère de l'Intérieur. Dans la pratique, d'autres filières de recrutement sont déjà en place dans ces territoires. Ainsi, la quasi-totalité des élèves resteront cantonnés à l'Extrême-Orient et à l'Afrique subsaharienne. Dans les années 1950, la guerre d'Indochine entraîne la fermeture de la section qui lui était dédiée. Désor-

mais, les élèves seront affectés uniquement en Afrique.

Devant l'insistance de Robert Delavignette, le directeur de l'époque, l'Enfom reste ouverte sous le régime de Vichy. Et, malgré le ralliement progressif des territoires d'outre-mer au général de Gaulle, le haut fonctionnaire obtient une dispense de STO - le Service du travail obligatoire en Allemagne - pour ses élèves. Pendant la collaboration, un certain nombre d'étudiants, couverts par la direction, s'engagent dans la Résistance. Ainsi, selon l'historienne Armelle Enders, « un service de renseignement au profit des mouvements de résistances se développe à l'Enfom au point de recouper la moitié environ des élèves en scolarité ». Après la guerre, les élèves qui ont combattu pour la France libre sont cités en exemple, et une plaque est apposée autour du tombeau de Napoléon, aux Invalides, pour leur rendre hommage.

Les années d'après-guerre sont marquées par un changement de regard sur la colonisation dans la société française et au sein de l'école. « Beaucoup de militaires africains se sont battus aux côtés des Alliés. Il devient donc difficile de ne pas les considérer davantage », explique ainsi Julien Héлары. Si, au sein des promotions, la plupart des élèves restent favorables à la colonisation, une partie d'entre eux se prononcent en faveur des indépendances. Ces derniers souhaitent encourager ce processus et participer au développement des anciennes colonies. Après les déclarations d'indépendance, certains restent d'ailleurs en Afrique, aux côtés des nouveaux dirigeants.

Dans le même temps, l'Enfom commence à former des magistrats et des inspecteurs du travail, dans un souci de mieux considérer les populations locales. « Ces élèves seront souvent parmi les plus progressistes », explique Julien Héлары. Il aura à cœur de placer les droits des personnes autochtones au centre des politiques coloniales. En 1956, la loi Defferre crée des conseils de gouvernements élus au suffrage universel dans les

L'été  
du FIGARO

Rebaptisé Institut international d'administration publique en 1966, l'établissement du 2, rue de l'Observatoire, à Paris, sera intégré à l'ENA en 2022.  
AGENCE DE PRESSE MEURISSE. AGENCE PHOTOGRAPHIQUE/BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE

Les écoles se sont toujours adaptées aux besoins de leur temps. Du premier Empire au bug de l'an 2000, plusieurs d'entre elles ont préparé la jeunesse à des métiers qui ne trouveraient plus leur place dans notre siècle. Le Figaro raconte en six épisodes ces établissements témoins et symboles d'époques révolues supprimés par Vichy, transformés après la décolonisation, ringardisés par Mai 68 ou effacés par la technologie.

territoires d'outre-mer, en mesure de prendre des décisions indépendamment de la métropole. L'École prend alors conscience de la nécessité de former des cadres locaux et leur ouvre ses portes, grâce à un concours simplifié en 1956. Cette année-là, 50 % des élèves de l'Enfom sont africains. « L'École sent la décolonisation arriver et veut former, à sa tête, les élites nécessaires à sa mise en place », relate Julien Héлары.

La cohabitation entre les élèves africains et les élèves français sera de courte durée. En 1960, après les déclarations d'indépendance des douze États de la Communauté française, l'association politique créée par le général de Gaulle entre la France et ses colonies, l'École disparaît. La France ne forme plus d'administrateurs coloniaux, et l'Enfom est remplacée par l'Institut des hautes études d'outre-mer (IHIFOM). Le nouvel établissement conserve toutes les caractéristiques du précédent, mais, désormais, l'intégralité de ses élèves sont africains. Rebaptisé Institut international d'administration publique en 1966, l'établissement est finalement intégré à l'ENA en 2022.

Une partie des élèves africains de l'Enfom ont occupé des postes clés dans leurs pays respectifs après les indépendances. Parmi eux, on retrouve notamment, Paul Biya, deuxième président de la République du Cameroun, et Abdou Diouf, deuxième président du Sénégal. ■

RETROUVEZ  
LUNDI PROCHAIN  
Les écoles Michelin